

<h1>1983</h1>	Source : <i>Points critiques</i> N° 16 - juillet 1983
---------------	---

Un cadavre, une inconnue, un danger

Marcel Liebman

C'était un héros. C'est aujourd'hui un martyr.

Issam Sartaoui, assassiné le 10 avril 1983, était un héros si l'on consent à enlever à ce titre les connotations guerrières qui, depuis si longtemps, l'encombrent. Il était un héros en ce que, se sachant traqué, guetté, condamné, il n'en a pas moins continué, jusqu'au dernier jour, à faire ce qu'il croyait devoir faire, défiant ses ennemis, avec la conviction qu'abandonner sa tâche eut été non seulement une capitulation mais un démenti qu'il aurait infligé lui-même à tout ce qu'il croyait, à ses convictions et à son action.

Ses convictions étaient banales et originales. Banales pour tous ceux qui comprennent que ni aujourd'hui - cela va de soi - ni demain, on n'imposera au peuple israélien une solution au conflit du Moyen-Orient qui fasse fi de sa volonté d'avoir un Etat national. Banales aussi pour tous ceux qui se rendent compte qu'aujourd'hui et pour bien longtemps, le clivage des camps en présence ne sépare pas, d'un côté, les sionistes et de l'autre, les antisionistes. Il oppose ceux qui acceptent l'idée et le projet de deux Etats souverains - Israël et Palestine coexistant - et, de l'autre côté de la barrière, ceux des Israéliens qui se refusent à reconnaître aux Palestiniens le droit à une existence nationale et ceux parmi les Palestiniens qui s'imaginent pouvoir rayer Israël de la carte.

Originales aussi (la preuve, c'est que si peu d'hommes, dans un camp comme dans l'autre, les ont épousées) parce qu'Issam Sartaoui n'a pas cru que les contacts, les pourparlers et les négociations devaient être soumis à quelque préalable que ce soit. Or, dans les deux camps, y compris parmi les plus modérés, on insiste sur la nécessité d'imposer à l'autre des conditions que l'on juge indispensables, à commencer, pour ce qui est de certains Palestiniens, que les interlocuteurs israéliens renoncent au sionisme et, pour ce qui est des Israéliens, même parmi les « colombes », que l'OLP modifie sa charte fondamentale. Pour Sartaoui, il ne fallait pas perdre de temps : le seul fait d'entamer des pourparlers serait de part et d'autre, le premier signe, le premier pas en direction de la reconnaissance.

Un homme de l'OLP

Il y a autre chose qu'il faut rappeler : Sartaoui était un homme de l'OLP, un officiel de l'Organisation de Libération de la Palestine. Dans son ultime interview, Sartaoui déclarait qu'« il n'est pas vrai que l'on peut s'adresser à Sartaoui indépendamment de l'OLP. L'OLP est pour nous le symbole de l'entité nationale palestinienne. Nous ne pouvons donc être indépendants d'elle... J'y suis lié. Je considère l'OLP comme un des acquis majeurs de mon peuple. Non seulement parce qu'elle est le symbole de notre entité nationale, mais également parce qu'elle est l'instrument qui permet à la volonté nationale de s'exprimer, de concrétiser nos droits nationaux ».

C'est une déclaration que devraient méditer tous ceux qui ont attendu la disparition de Sartaoui pour s'en déclarer les amis. De son vivant, ils étaient rares ceux qui avaient le courage, parmi les Israéliens et les Juifs attachés à la réconciliation israélo-palestinienne, à traverser les lignes pour le rencontrer. Pourtant, c'était cela que, pathétiquement parfois, il attendait d'eux. A ceux qui prenaient ce risque, comme Uri Avneri, Matti Peled, Nahum Goldman, Pierre Mendès France, allaient son estime et son amitié.

Il devinait sans doute qu'ils seraient plus nombreux autour de son cadavre, dans le désir de le récupérer et de l'utiliser comme une arme dirigée contre l'OLP. Une fois encore, on allait dresser le « modéré » Sartaoui contre l'OLP intransigeante comme, il y a deux ans, on avait dressé le « modéré » Khader contre l'OLP la fanatique, sans tenir compte du fait que l'un et l'autre étaient des responsables de la centrale palestinienne et que, de notoriété publique, l'un et l'autre appartenaient à la tendance dont Arafat lui-même est la figure de proue. Et s'il est vrai que le courant qu'incarnait Issam Sartaoui rencontrait, parmi les Palestiniens, des adversaires puissants, n'était-ce pas aussi parce qu'un si petit nombre d'Israéliens avaient eu l'audace de lui tendre la main et de lui servir de garants ?

Combien de fois a-t-on aussi entendu des Israéliens et des dirigeants de la diaspora affirmer que les « bonnes dispositions » d'un Sartaoui étaient seulement la manifestation d'un choix tactique dans lequel il n'y avait aucune sincérité. Etrange cas que celui d'un homme qui, par « choix tactique » et, en l'absence de toute sincérité, décidait d'affronter la mort ! D'ailleurs ceux qui avaient accès au petit appartement qu'il occupait à Paris savaient que sa bibliothèque regorgeait littéralement d'ouvrages consacrés à Israël et au judaïsme. En réalité, Issam Sartaoui en appelait à ce que la tradition juive contenait de plus humain et de plus ouvert et c'est cette tradition - à laquelle s'identifiaient ses interlocuteurs et amis juifs les plus proches - qu'il voulait sauver contre les fanatiques de tous les bords.

Cela dit, la grande discrétion dont ont fait preuve les milieux dirigeants de l'OLP après le meurtre de leur ambassadeur est, elle aussi, révélatrice. Pas de « funérailles

nationales » pour ce martyr de la cause palestinienne. Et même quelques cris d'un triomphe indécent venant des milieux les plus extrémistes de l'OLP. Cela n'est pas un hasard. Tout semble indiquer que le courant que représentait Issam Sartoui et que dirige, moyennant quelques manoeuvres tactiques, Arafat en personne, tout indique que ce courant est aujourd'hui en perte de vitesse. Il risque même d'être battu ou minorisé par le clan des « durs », le clan non pas tant du bellicisme, que de la *rhétorique* belliciste.

On a pu croire, pendant les premiers mois qui ont suivi la guerre du Liban, que les partisans d'un « règlement politique » allaient l'emporter au sein de la résistance palestinienne. Le plan de Fès, repoussé en 1981, était à présent accepté par les Etats arabes et par l'OLP elle-même. Yasser Arafat paraissait contraindre tous ses adversaires à la défensive et au silence. En décembre, il avait conclu un premier accord avec le roi Hussein. Cet accord traduisait la volonté commune de la Jordanie et de l'OLP de tirer parti du plan Reagan bien que ce dernier refusât explicitement d'envisager, même à terme, la création d'un Etat palestinien indépendant. Arafat se contenterait donc d'une confédération jordano-palestinienne au sein de laquelle les partenaires devraient finir par jouir d'un statut d'égalité. Les « durs » de l'OLP récriminaient d'autant plus qu'ils n'avaient pas oublié le rôle joué par le souverain hachémite dans la liquidation de milliers de fedayins en 1970. En février [1983] encore, à Alger, lors de la réunion du Conseil national palestinien, l'impression demeurait que Yasser Arafat gardait le contrôle de son organisation. Il venait de recevoir publiquement des pacifistes israéliens qui n'avaient pas caché leur attachement au sionisme. Même si, au cours de ces assises, le plus « pro-israélien » des dirigeants de l'OLP, c'est-à-dire Issam Sartoui, n'avait pu prendre la parole, Abou Jihad, le second d'Arafat, avait affirmé que les contacts avec les Israéliens ralliés à l'idée des deux Etats continueraient et s'amplifieraient.

Le 10 avril, le jour même où Issam Sartoui est assassiné, la situation bascule. Peu avant, Arafat venait de subir un échec au Comité exécutif de l'OLP et au Comité central du Fatah. Dans l'une et l'autre de ces instances, on estima qu'il avait été trop loin dans la voie des concessions. Depuis ce 10 avril, les pourparlers jordano-palestiniens sont interrompus. Et surtout, le rapport de forces à l'intérieur de l'OLP s'est détérioré. Il est trop tôt pour prévoir comment ce rapport évoluera mais les événements qui se déroulent en Syrie sont des plus inquiétants. C'est sans doute à une révolte en règle des éléments les plus intransigeants de l'OLP qu'on assiste pour l'instant. Sur quoi débouchera-t-elle ? L'élimination (à terme) d'Arafat au profit d'une direction radicale ? Une courbe rentrante du leader palestinien qui se rallierait à ses critiques intransigeants ? A une confrontation entre « réalistes » et « durs » où ces derniers seraient vaincus ? Dans ce cas, une clarification des positions palestiniennes se produirait, dans le sens souhaité par Issam Sartoui.

Il y a sans doute quelque tentation, dans le camp israélien, à se réjouir de cette « querelle » interne et même un secret désir de voir la tendance d'Arafat battue par les plus intransigeants. Israël a d'ailleurs tout fait pour aboutir à ce résultat et ne craignait rien autant que l'évolution de l'OLP vers une politique réaliste car celle-ci lui assurait en Occident une audience et une crédibilité nouvelles.

On imagine d'avance les commentaires qui accueilleraient un « durcissement » de la ligne et de la direction de l'OLP : « Vous voyez bien ! Nous vous l'avions bien dit ! On ne pouvait faire confiance aux “modérés” ni à Arafat. Ils ne représentaient pas grand-chose. La preuve... ». Ce discours, dont on sait d'avance qu'il sera répété par tous les défenseurs inconditionnels (ou même un peu moins qu'inconditionnels) d'Israël, ce discours n'aura qu'un défaut : son hypocrisie. Car le gouvernement israélien a tout fait pour contribuer à la défaite de ces « modérés » en ne leur proposant ni compromis ni espoir quelconque de compromis. La guerre du Liban fut-elle d'ailleurs autre chose - à part évidemment une opération atrocement meurtrière - qu'une tentative d'étouffer dans l'oeuf toute tentative de « policer » la centrale palestinienne contre la volonté de son aile agressive ?

Damas-Jérusalem

S'il fallait nous rappeler que le conflit du Moyen-Orient ne se limite pas à une confrontation Israël-Palestine, ni, comme de bien entendu, à une rivalité entre groupes rivaux de l'OLP, les relations entre Israël et la Syrie y suffiraient amplement. Il y a des mois maintenant que la perspective d'une nouvelle guerre entre ces deux Etats inquiète les observateurs. Installation de fusées Sam-5 par les Soviétiques, présence accrue et probablement nombreuse de « conseillers militaires » venant d'URSS, colère du gouvernement de Damas d'avoir été maintenu en dehors des pourparlers de paix israélo-américano-libanais, alors que la question les intéresse au premier chef. Tels sont les principaux épisodes de l'escalade, encore verbale, à laquelle nous avons assisté.

Tout cela forme un tout et les Grandes puissances y jouent un rôle majeur. C'est évident pour ce qui est des USA. Si le plan Reagan piétine, les diplomates américains ont pesé de tout leur poids pour que s'engagent et progressent les négociations entre Libanais et Israéliens. A Beyrouth, le premier ministre a ouvertement proclamé qu'il avait choisi l'« option américaine », la seule qui permette à son pays de retrouver la réalité ou les apparences de l'indépendance. Les Etats-Unis ont voulu gagner sur un double tableau. D'une part, en apparaissant comme le protecteur d'un Etat arabe « modéré » et donc en obtenant le départ (total ou partiel, apparent ou réel) des troupes israéliennes. D'autre part, en écartant la Syrie des pourparlers, c'est-à-dire en faisant, par allié interposé, subir aux Soviétiques un nouvel échec et un nouvel affront. Personne ne peut, en effet, douter de la volonté de Washington d'augmenter la pression dirigée contre

leurs rivaux et de leur infliger, partout où cela est possible, des humiliations et des revers. Peut-on attendre des Soviétiques qu'ils s'y résignent ? Leur passivité, l'an passé, tout au long de la guerre du Liban a-t-elle donné aux Américains l'envie de marquer de nouveaux points ? Le point de vue de Ronald Reagan est clair en tout cas : les Russes n'ont rien à faire au Moyen-Orient. Il est une chasse gardée que Dieu a confiée à la Maison Blanche, au State Department et au Pentagone.

Tout indique que Youri Andropov n'a pas l'intention d'accepter sans réagir la stratégie offensive des Etats-Unis. Jusqu'en janvier 1983, l'impression prévalait que le Kremlin soutenait Arafat et la tendance réaliste de l'OLP. Le leader palestinien s'était alors rendu à Moscou et en avait obtenu une déclaration faisant état d'un sentiment de « compréhension » envers sa stratégie. Or, cette stratégie vise depuis longtemps à amadouer les Américains. D'où l'accueil plein de prudence fait par les Palestiniens au plan Reagan, autre manifestation d'une volonté redoublée d'établir au Moyen-Orient une « pax americana ». C'est à quoi l'URSS ne paraît pas vouloir se résigner. Y aurait-il, de son côté, un cours nouveau et une détermination plus nette de jouer, dans cette partie du monde, la carte de la présence et de la fermeté ? Dans cette hypothèse, Andropov ne peut qu'appuyer un des derniers partenaires qui lui restent : le président Assad.

Circonstance supplémentaire : rien n'est fait à Washington et à Jérusalem pour rencontrer les griefs et les craintes de Damas. Non seulement ses positions au Liban sont plus menacées que jamais, mais la voie semblait ouverte vers une nouvelle paix séparée qui, cette fois, retirerait, après l'Egypte, le Liban du camp arabe. Pour un pays à qui une annexion illégale a arraché une province, le Golan, cette conjoncture est difficilement acceptable.

Comme pour ce qui est des divisions dans le camp de l'OLP, Begin semble avoir ainsi le vent en poupe. Il a eu le beau rôle en participant à des négociations de paix. Il retrouve une sympathie apparemment sans nuage du côté de Washington. Et la présence militaire israélienne au Liban, tout en demeurant assurée pour un certain temps, est légalisée actuellement. Sa condamnation par l'ONU, ainsi que par les Dix, se trouve aujourd'hui tournée et pratiquement caduque.

Les partisans d'une « paix israélienne » ont donc bien des raisons de se réjouir. Mais pas pour autant le peuple israélien. Ses fils sont toujours à l'étranger en tant qu'occupants. Les actes de résistance se multiplient au Liban. Le spectre se dessine d'un nouvel affrontement entre l'Etat hébreu et les Syriens, soutenus par des Russes décidés à redorer leur blason. Cette fois encore, dans l'éventualité d'un conflit armé, les forces israéliennes remporteront probablement une victoire. Mais à quel prix ? Et de victoire contre les Palestiniens en victoire contre les Syriens, Israël pourra-t-il assurer éternellement sa volonté de puissance ? Les relations internationales sont ainsi agencées que le gouvernement de Begin ne s'en prend pas seulement à celui de Damas, mais également à la deuxième puissance mondiale. Cette arrogance devient de

la mégalomanie. Le choix pourtant est clair : ou bien le chauvinisme continuera de prévaloir, ou bien, comme le souhaitaient Issam Sartoui et ses trop rares amis, la négociation se fraiera un chemin et associera deux peuples, deux partenaires et, finalement, deux Etats, à une oeuvre d'apaisement et de pacification.